

FRANCHE-COMTÉ > Grand débat national (4/7)

Quel remède pour le service public de la santé ?

Marc Paulin est infirmier en soins intensifs dans le service pneumologie du centre hospitalier régional universitaire (CHRU) de Besançon. Il a vu les conditions de travail des services de santé se dégrader ces cinq dernières années.

sidant, apprendre beaucoup des autres. Mais l'irréductible curieux de tout se passionne pour la vidéo. Il quitte le CHRU, crée sa boîte de production, tout en intégrant un cabinet d'infirmiers libéraux, en tant que remplaçant.

Marc Paulin est infirmier depuis vingt-trois ans. Il est arrivé dans ce métier presque par hasard, pour suivre son épouse. Sa formation ne le destinait absolument pas à s'engager dans cette filière professionnelle qu'il ne connaissait pas. « J'étais inscrit en licence d'histoire-géographie pour devenir professeur. L'enseignement me plaisait bien. J'avais beaucoup d'idées préconçues sur le paramédical. Je pensais, à l'époque, que tout le monde réagissait de la même manière face à la douleur, à la maladie, à la mort. Je m'imaginais que la tristesse autour de tout cela... »

Il se lance dans l'inconnu et intègre l'école d'infirmiers de Pontarlier. « Nous n'étions que cinq garçons sur la promotion », se souvient-il. Au bout de six mois, ses sentiments avaient complètement changé. J'étais capable d'accompagner les patients, de les écouter. Pour rien au monde je n'aurais changé d'orientation à ce moment-là. J'ai eu mon diplôme au bout de trois ans. J'ai beaucoup appris de mes cinq premières années de carrière. J'ai pris le temps d'apprécier toutes les facettes de ce métier fascinant. »

Il s'est orienté ensuite vers le service des soins palliatifs de l'hôpital. C'était la consécration qu'il attendait tant. Il pouvait être

Faire plus avec moins de personnel
Au bout de huit ans, en 2014, il retourne à l'hôpital. Et c'est le choc. « C'est comme si je n'avais pas quitté ma place. Les logiciers de gestion étaient toujours les mêmes et les conditions de travail s'étaient profondément dégradées. Je sentais déjà les prémices de la dépression nerveuse chez beaucoup de collègues. Il n'y avait plus d'esprit de corps. La mutuali-

« Blues Blanches »

Les « Blues Blanches » sont un collectif de professionnels de la santé, de toutes origines, de tout parcours, de toutes espèces, aux engagements différents. Le collectif fait de la politique, au sens bellésiste du terme. Après les Gilets jaunes, les Gilets verts, les Robes noires, les Stylos rouges, les « Blues Blanches » ont voulu défendre leurs conditions de travail pour défendre la santé de tous. Les personnels de santé, depuis longtemps en grande souffrance, ont estimé qu'il était temps de ne plus rester passifs, résignés et acabés. Ils font à présent écouter leurs voix au grand jour.

tion des services était passée par là. Il fallait faire plus avec moins de personnel. Les charges de travail sont exponentielles aujourd'hui. Des soignants se retrouvent à des fonctions qu'ils ne maîtrisent pas car ils n'ont pas été formés en conséquence, alors que chaque service a ses procédures propres. Inévitablement, ces situations conduisent à un craquage nerveux, aux arrêts maladie. »

Peur de ne pas être à la hauteur

La peur de ne pas être à la hauteur poursuit ceux qui résistent. Le patient doit primer, ne pas ressentir le malaise ambiant. Beaucoup aiment toujours leur métier mais font face à « des directions qui pensent plus aux économies et à ce qui peut rapporter de l'argent qu'à l'humain », selon lui. Ainsi est né le mouvement des « Blues Blanches », dont Marc Paulin est l'un des principaux porte-parole.

Les « Blues Blanches » sont déterminées à ne pas passer au travers du grand débat national. « Nous attendons des propositions, nous aurons échangé une nouvelle pratique des ressources humaines hospitalières. Il faut recruter du monde, trouver des solutions pour ne pas gâcher les vocations naissantes. L'hôpital n'est plus attractif. Il est synonyme de maltraitance des équipes. C'est avant tout la défense du service public que nous voulons remettre au goût du jour. Et ne pas oublier que l'hôpital fonctionne grâce au dévouement total de son personnel. »

Paul-Henri PIOTROWSKI

« Le patient est transformé en client »



Florent Schepens, professeur de sociologie, travaille depuis une dizaine d'années sur les groupes professionnels de la santé. Photo DRP

Florent Schepens est professeur de sociologie à l'UFER Sciences du langage, de l'homme et de la société (SLHIS) à Besançon. Ses études sur la santé au travail ont commencé par sa thèse il y a plus d'une dizaine d'années. Il n'a cessé, depuis lors, d'affiner ses recherches dans le domaine des groupes professionnels de la santé. « Le seul service à bénéficier encore aujourd'hui de beaucoup de personnel concerne les soins palliatifs. On lui donne la possibilité de bien faire son travail et de respecter son éthique. D'autres services, comme la gériatrie ou la psychiatrie, sont les "parents pauvres" de la santé. Le personnel n'a plus le temps de s'occuper correctement de ses patients. Beaucoup des professionnels concernés ont l'impression de les traiter comme des choses, d'être maltraitants », estime l'enseignant.

« Tous les avis convergent pour dire que l'hôpital se comporte comme une entreprise à qui on demande de faire des bénéfices. »
Florent Schepens, Professeur de sociologie
P.-H. P.



Marc Paulin considère que le management des hôpitaux est devenu inhumain. Il se bat au travers du mouvement des « Blues Blanches » pour porter la voix des « collègues qui souffrent ». Photo Ludovic LAUDE

« Tous les avis convergent pour dire que l'hôpital se comporte comme une entreprise à qui on demande de faire des bénéfices. »
Florent Schepens, Professeur de sociologie
P.-H. P.

« L'hôpital n'est plus attractif. Il est synonyme de maltraitance des équipes. C'est avant tout la défense du service public que nous voulons remettre au goût du jour. Et ne pas oublier que l'hôpital fonctionne grâce au dévouement total de son personnel. »
Marc PAULIN, Infirmier

Série : des vies normales pas banales

Le grand débat national se poursuit. Nous sommes allés à la rencontre de celles et ceux qui font la Franche-Comté en ce début de XXI^e siècle. Chaque lundi, pendant sept semaines, nous vous proposons de entrer la réflexion avec des femmes et des hommes dont, peut-être, vous ignorez tout. Et pourtant, leur argent n'est pas banal... et reconnu. Ils ont des vies normales, mais tout d'abord banales. Agriculteur, élu de proximité, professeur de Duzanville, cuisinier, médecin ou infirmier, enseignant, travailleur frontalier, ils nous parlent de leur quotidien, de leurs doutes et de leurs colères. Un « report », coordonné par l'Est républicain, se penche sur les problèmes soulevés. Aujourd'hui, Marc Paulin, infirmier au Centre hospitalier régional universitaire de Besançon, évoque le mal-être des personnels de santé au sein du service public.

Quelle est la place des handicapés dans la société actuelle ?



« Que vont devenir les ESAT ? », questionne Bernadette, maman d'une fille handicapée à l'ESAT de Baveno-les-Dames. Photo ER

Jean-Michel, papa d'une fille handicapée, qui est à l'ESAT, a activement participé au débat. Photo ER

« L'ensemble de notre action », confie une responsable de l'Association départementale de parents et amis de personnes handicapées mentales (Adapam) lors du débat organisé à Baveno-les-Dames, « est motivé par un seul objet : qu'il sourisse un projet d'une société plus juste, plus à l'écoute, sans dogme et ouverte. Nous sommes des citoyens engagés autour d'une cause, celle de la non-discrimination et de la place des personnes handicapées intellectuelles au sein de notre société. » Ont été abordés, lors du débat le 26 février dernier, la citoyenneté, le travail, l'emploi, les ressources, l'inclusion, l'accès aux activités culturelles, sportives, de loisirs. Il est demandé que les handicapés aient les mêmes droits que tous les citoyens (vote, travail en fonction de leurs possibilités, des ressources qui permettent de vivre décemment). « Nous souhaitons que nos enfants soient intégrés si, pour cela, le droit au travail est primordial », déclarent les parents.

« Que vont devenir les ESAT (établissements et services d'aide par le travail, N.D.L.R.) ? », questionne Bernadette, qui a sa fille, âgée de 26 ans, à Baveno-les-Dames. « Quel est leur avenir, ce parle au niveau national de supprimer certaines structures ? », interroge cette maman qui explique son vœu : « Ma fille a travaillé en milieu ordinaire, elle n'était pas acceptée. C'était trop difficile pour elle. » Et d'ajouter : « Les entreprises préfèrent payer que d'embaucher des personnes handicapées en tenant compte de leur handicap. Les administrations ne jouent pas le jeu. Il faut changer les mentalités. Ici elle est heureuse. »

« L'intégration sociale se fait au détriment de nos enfants. Il faut préserver les ESAT car, des incertitudes, voire des menaces, pèsent sur ce modèle social, jugé peu inclusif mais qui garantit l'accès à un emploi pour les personnes les plus fragiles », ajoute Jean-Michel. L'inquiétude est réelle car la priorité est clairement donnée à l'insertion en milieu ordinaire (100 % inclusif). Les subventions, qui étaient accordées, ont été réduites de 22 % en 2018, mettant en difficulté l'équilibre des structures.